

Sécurité et peurs : réflexions critiques sur l'enfantement au Québec

Annie Cloutier¹

La peur et le risque sont socialement construits. Ils comptent parmi les principaux paradigmes que se donnent les sociétés occidentales afin de mieux comprendre et expliquer leur réalité. Au Québec, le contexte périnatal est le lieu de peurs nombreuses qui déterminent tant les politiques que les gestes concrets qui sont posés lors de cet événement. Comment peut-on expliquer l'importance désormais accordée à la peur et au risque? Quel rôle jouent les experts dans la transmission de cette peur? Le texte propose une réflexion inspirée de Beck, Giddens, Foucault et Luhmann sur la place qu'occupe la peur dans notre société en général, et dans le contexte périnatal en particulier.

« La santé est un état précaire qui ne présage rien de bon »

Jankélévitch, cité par Serge Bouchard
dans L'Inconvénient, novembre 2007

¹ Annie Cloutier a été accompagnante à la naissance. Le présent texte est une adaptation d'une conférence prononcée le 29 novembre 2007, dans le cadre du 20^e anniversaire du collectif d'accompagnement à la naissance Les Accompagnantes, et intitulée « Maternité et peur : illusions ou réalité ».

(In)sécurités

On pourrait penser que les peurs sont personnelles, mais cela n'est vrai que lorsque la peur est contextuelle. Quand on fait un saut, par exemple, ou quand on freine de toutes nos forces pour éviter un accident de justesse. Ces événements génèrent une peur subite et intense qui est effectivement personnelle et contextuelle. Mais le reste du temps, quand on a peur de quelque chose qui ne nous menace pas dans l'immédiat (quand on a peur des microbes, de la folie ou de la mort, par exemple), les peurs sont des représentations sociales. Durkheim, dans *De la division du travail social* (2007), considérait déjà la peur comme un fait social culturellement réglé (et non comme un événement purement biologique) qui en fait un élément de la conscience collective. Dans « La prohibition de l'inceste et ses origines » (1969) : 71-79), il montrait plus particulièrement que les peurs sont parfois la cause de façons de faire irrationnelles, voire néfastes.

Or, les peurs, ces dernières années, ne cessent de s'étendre à de multiples terrains. Ce qui hier paraissait sain et simple est aujourd'hui soumis à des contrôles multiples. Traverser la rue. Manger. Accoucher. Dans *La société du risque, Sur la voie d'une autre modernité*, Ulrich Beck montre que le danger a infiltré nos vies : ce qui était autrefois considéré comme une possibilité en périphérie de la vie humaine (le risque, le danger, la peur), a fait main basse sur les consciences, tant individuelles que sociales. Les sociétés occidentales contemporaines, explique-t-il, sont caractérisées d'une part par l'omniprésence de risques qui échappent à la gestion et aux contrôles, et d'autre part par la représentation que se font les individus de ces risques : c'est la société du risque (Beck, 2001 [1986]²).

Les risques, qui découlaient jadis du caractère imprévisible des forces de la nature, sont désormais produits par la société qui ne maîtrise pas les

² On me pardonnera de détourner quelque peu la pensée de Beck dans les références qui suivent : Beck, en effet, réfléchit sur les risques liés aux cataclysmes, non aux événements personnels et quotidiens. L'application de ses concepts aux situations familières ne paraît toutefois pas exagérée. Car le risque et la peur, comme nous allons le voir, s'instituent désormais en une espèce de paradigme social qui influence la vision que l'on a de la plupart des domaines de notre existence. Beck lui-même s'attarde plus d'une fois aux conséquences de la gestion du risque cataclysmique sur la vie quotidienne.

(In)sécurités

conséquences de la science qu'elle utilise. Beck explique qu'il n'est plus possible de calculer, de planifier et de gérer ces risques qui prennent une ampleur inédite à mesure que se multiplient les découvertes scientifiques et l'extension du domaine de leur application. Ces nouveaux risques ne sont envisageables ni dans une logique de cause à effet, ni dans une attribution de responsabilité. Ils sont perçus comme omniprésents, systémiques et anhistoriques. Ils touchent même des individus qui ne sont pas encore nés (Beck, 2001 [1986] : 60³). De plus, explique Beck, ils ne peuvent être circonscrits dans l'espace et le temps ; et la science, qui tente de les quantifier, ne peut que les approcher du bout du doigt, à l'aide de principes comme les « taux limites » d'acceptabilité des risques, qui ne garantissent rien (2001 [1986] : 130). Les individus, de leur côté, prennent conscience des risques, mais ils ne peuvent mettre le doigt ni sur leur cause, ni sur leur solution. Ces risques, finalement, impliquent l'incertitude : nul ne sait où, quand, comment, ni même *si*, la catastrophe appréhendée va se produire (2001 [1986] : 93). Ce dernier élément est crucial : les risques sont des abstractions qui prennent forme dans la conscience des acteurs mais qui, pour produire des effets sur la société, *doivent être tenus pour réels*.

Comment, malgré l'incertitude qui lui est inhérente, une société en vient-elle à se donner la peur comme cadre important de réflexion? Cette peur se fonde-t-elle sur des dangers, des risques, et des enjeux de sécurité réels? Mettant délibérément de côté les explications politiques, juridiques et financières, je désire apporter, à ces questionnements, des éléments de réponse qui sont de l'ordre de la psychosociologie. En m'attardant plus particulièrement au contexte périnatal du Québec, je souhaite montrer l'envergure qu'a pris la peur dans la représentation que se fait la société québécoise de la grossesse et de l'accouchement⁴.

³ Beck réfère ici aux enfants du futur qui seront touchés par les torts causés maintenant à l'environnement. L'analogie avec l'accouchement était toutefois trop tentante pour que je passe outre.

⁴ Les faits concernant le contexte périnatal au Québec proviennent de deux sources : les données d'une étude portant sur l'expérience de l'accouchement dans la région de Québec au début des années 2000 (Collectif d'accompagnement à la naissance Les accompagnantes et Chaire d'étude Claire-Bonenfant [2004]) ; et mon expérience personnelle. J'ai, en effet, été accompagnante à la naissance et présidente du collectif d'accompagnement à la naissance Les Accompagnantes pendant plusieurs années. Voir CLOUTIER (2007, 2008).

1. La sécurité, une obsession de la modernité avancée?

Les aléas de l'existence humaine ont longtemps été acceptés comme les termes inéluctables de la vie. Selon Didier Heiderich (2005), ce n'est qu'au milieu du XIX^e siècle, avec la découverte du vaccin contre la rage, que l'idée qu'il est possible de maîtriser les risques et les périls a pris son essor. Cette notion a ensuite progressivement gagné du terrain jusqu'à constituer, selon Heiderich, l'objectif ultime de tout acte, tant personnel que sociétal. Il en résulte qu'il n'est aujourd'hui plus possible, en Occident, d'accepter le risque pour ce qu'il a toujours été : une possibilité ontologiquement liée à l'existence humaine. La société responsable et gagnante, désormais, est celle qui contrôle le risque.

Encore faut-il que risques il y ait. Denis Duclos (2005), en effet, explique que les climats de peur - et même de terreur - sont désormais si payants politiquement que les décideurs politiques et économiques n'hésitent pas à charger de nombreux médias et experts d'expliquer à la population la nécessité de mettre en place des mesures colossales de contrôle de situations faussement dangereuses et, de fait, incontrôlables. Comment, par exemple, contrôler le virus A(H₁N₁)? Ce virus menace-t-il réellement nos vies quotidiennes? La vaccination peut-elle réduire significativement le nombre des décès?

De fait, il ne s'agit pas tant de contrôler la menace, que de contrôler la population à l'aide de la menace. « Les institutions et les entreprises découvrent dans la gestion de la peur un gisement durable de pouvoir, de contrôle et de profit », écrit Duclos, qui va jusqu'à qualifier l'économie actuelle de « capitalisme de la peur ». Cette mutation vers l'économie de la peur se base notamment sur une « poussée idéologique, conjointement menée dans les domaines juridique, politique, administratif, économique et médiatique visant à pérenniser l'angoisse « sécurisable » et à faire accepter le contrôle préventif généralisé comme nouvelle normalité de l'existence humaine ». Bref, selon Duclos, la sécurité est la nouvelle valeur démocratique par excellence. La société bonne est désormais celle qui garantit la sécurité de ses citoyens. Et cela est évidemment louable jusqu'à un certain point. Mais jusqu'à quel point? Car la société ne peut pas empêcher que tout le monde, fatalement, meurt. Et comment, et selon quel principe, en attendant, empêcher la vie de déferler?

(In)sécurités

Car l'obsession des sociétés modernes pour le contrôle du risque a pour effet d'endiguer au moins partiellement le déferlement de la vie. Qui se souvient de la sensation du vent dans les cheveux, à vélo? De la chaleur d'un enfant que l'on porte contre soi en voiture? De l'amour sans protection⁵? La perte de ces plaisirs sensuels qui contribuaient jadis à donner sens à l'existence n'a pas eu, et ne pourra jamais, avoir pour effet de neutraliser tous les malheurs. De fait, le contrôle toujours plus intense des élans humains peut créer des circonstances propices à la survenue d'autres drames. Des voix s'élèvent déjà, par exemple, pour montrer que les préadolescents, de nos jours, sont moins capables que ceux des générations précédentes de traverser les rues de façon sécuritaire, parce qu'on les a empêchés de le faire seuls pendant leur enfance. Or, les réponses politiques à ce type de constats ont consisté, jusqu'à présent, à étendre les limites de la sécurité totale. Aura-t-on un jour des adultes qui n'auront pas appris à traverser la rue⁶?

S'il n'est plus possible, en Occident, d'accepter le risque, c'est, d'un point de vue psychosociologique, parce que le risque est ce sur quoi portent les peurs sociales. Le risque - ce chiffre, cette proportion - focalise les angoisses les plus profondes. Pour le dire autrement : la peur sociale n'a pas véritablement besoin d'objet. Les peurs, fussent-elles sociales et difficilement psychiatrisables, ne portent ni sur la réalité, ni sur les faits. Elles portent sur des risques, et sur la représentation de ces risques. En périnatalité, par exemple, il n'est pas rare d'entendre une femme confier qu'elle a « peur *du risque* de trisomie » ou « peur *du risque* d'alcoolisation foetale »⁷. Il ne s'agit pas là d'un simple

⁵ La lutte contre la propagation du Sida a peut-être constitué la première d'une longue série de paniques collectives modernes liées à des comportements physiologiques de base, tels que boire, manger, respirer et faire l'amour. Il ne s'agit évidemment pas, ici, de nier l'importance de la prévention dans la transmission des maladies transmissibles sexuellement, mais d'illustrer la crainte qui préside désormais à l'accomplissement de gestes biologiques quotidiens.

⁶ Au sujet de l'effet des climats de peur sur l'enfance, voir l'épisode « La peur » de l'émission *Pensée libre* du 24 avril 2007 à la Première chaîne de la radio de Radio-Canada.

⁷ Afin d'alléger, les anecdotes se rapportant à la périnatalité mettent en scène des femmes. Il faut évidemment comprendre ces anecdotes comme incluant l'expérience des pères.

(In)sécurités

glissement langagier. Parce que les femmes enceintes, *a priori*, ne craignent ni la trisomie, ni l'alcoolisation fœtale. Ces maladies constituent des éventualités assez particulières auxquelles elles ne songent pas nécessairement au départ. Il faut que les représentations qu'elles se font de l'enfantement passent par une visualisation du risque, pour qu'elles se mettent à avoir peur de ces événements rares.

Or, ce risque, finalement, n'est rien d'autre qu'une probabilité parfois chiffrée, toujours subjective, et dont la teneur dépend de sa perception par un individu ou par une société. Ce qui découle de cette conceptualisation du risque est important : le risque n'est *pas* une réalité.

1.1. Représentations sociales et légitimation de la peur

La peur et le risque seraient donc socialement construits. En fait, disent plusieurs penseurs des sociétés occidentales contemporaines, le risque est l'un des principaux cadres sociaux de réflexion, l'un des principaux paradigmes que se donnent les sociétés occidentales afin de mieux comprendre et expliquer leur réalité. Anthony Giddens (1998) et Ulrich Beck (2001 [1986]) font partie de ceux qui décrivent la modernité avancée comme fortement caractérisée par le risque et la gestion de ce risque. Distinguons bien les deux termes : le risque, pourrait-on dire, se constitue du risque lui-même, et de la représentation de ce risque. Dans *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Beck lui-même prend soin de contraster le risque et la perception du risque. Les risques, explique-t-il, sont des représentations sociales qui prennent forme dans la conscience des acteurs et qui, pour produire des effets sur la société, doivent être tenus pour réels. « [D]ès lors que les gens ressentent les risques comme réels, *ils sont réels* (BECK, 2001 [1996] : 141. Beck souligne). On constate donc encore une fois qu'en société de risque, c'est la perception du risque qui fait office de réalité.

Or, en s'imposant comme réalités, les représentations sociales de la peur et du risque contribuent grandement à légitimer les idées mêmes qu'elles véhiculent. Si, par exemple, la société québécoise se propose le risque comme cadre de sa réflexion sur l'accouchement, celui-ci devient un événement automatiquement dangereux. Cette légitimation générale de l'accouchement comme événement dangereux s'effectue en dehors des faits. Autrement dit : la légitimation est un processus psychosociologique

(In)sécurités

qui peut, mais qui ne *doit* pas, s'appuyer sur les faits ou sur la science. La peur étant ce qui guide l'interprétation de l'accouchement, il devient presque obligatoire d'en avoir peur, à défaut de quoi on n'est pas considérée comme une intervenante sérieuse au débat. De fait, dans la société québécoise, on est considérée comme une personne insouciant, voire dangereuse, si on ne considère pas l'accouchement comme un événement dangereux, qu'on n'en a pas peur et qu'on ne s'y prépare pas en en redoutant les risques jugés inhérents.

Selon Foucault (1976), les sociétés, en effet, utilisent la peur comme façon d'imposer des comportements uniformisés : la peur, alors, n'a pas tant pour but de préserver les individus du danger (ce qui est légitime jusqu'à un certain point), mais bien d'imposer la docilité des corps. Ce faisant, la peur régit les comportements et les uniformise. Foucault va plus loin : pour lui, les représentations sociales, dont la peur, amènent une classification, une division sociale, entre ceux qui partagent les mêmes peurs, et ceux qui ne les partagent pas. En contexte d'accouchement, on est une bonne parturiente docile, voire une citoyenne raisonnable, si on accepte sans broncher les interventions médicales que dicte la peur. Luhmann (2001 : 24) montre d'ailleurs que la bonne citoyenne est celle qui accepte sans les questionner les convictions qui sont celles de sa société : « Les convictions motivées importent beaucoup moins qu'une acceptation sans motif et indépendante des particularités des personnalités individuelles. »

Si, au contraire, on revendique son savoir profane⁸, si on insiste pour accoucher à la maison, par exemple, on est condamnée comme inconsciente. Les femmes qui n'obéissent pas à la peur, à l'injonction d'avoir peur de l'accouchement, sont alors désignées comme dangereuses⁹. Adhérer à la peur, de nos jours, devient une condition de l'acceptation sociale.

⁸ Le concept de savoir profane est à mettre en relation avec celui de savoir scientifique ou médical, qu'il complète et contraste. À ce sujet voir Cloutier (2008) et Collectif d'accompagnement à la naissance -- Les accompagnantes et Chaire d'étude Claire-Bonenfant (2004) .

⁹ Qu'on en juge seulement par les efforts acharnés du Collège des médecins du Québec, depuis des décennies, mais plus particulièrement depuis 1995 environ, pour empêcher la pratique des sages-femmes, jugée dangereuse. Le fait que

(In)sécurités

Luhmann (2001) va dans le même sens. Pour lui, à force d'être relayées comme des présupposés intersubjectifs incontestables, ce qu'il appelle les « vérités sociales » perdent leur force de... vérité et deviennent des certitudes contraignantes. L'obéissance aux principes que génèrent ces certitudes devient la principale base de la participation démocratique. Car dans le processus de légitimation de la peur comme représentation sociale, un glissement s'opère : alors qu'à l'origine la peur est simplement *proposée* comme cadre de *réflexion* sociale, au cours du processus de légitimation, elle devient une *injonction* qui détermine l'*action*. Il n'est alors plus question de réflexivité, mais d'obéissance.

L'innumérisme¹⁰ généralisé face au risque n'aide pas l'individu à s'affirmer contre la peur sociale. Qui, de nos jours, sait faire la différence entre une chance sur 50, 12 % de risques et une probabilité de 3 sur 10 000? Il suffit qu'un risque relève du domaine du possible (1 chance sur 1 million, par exemple) pour qu'il soit combattu avec une énergie si gigantesque, et avec des moyens parfois si démesurés, qu'ils en frisent le farfelu. (Pensons à la mise en place de procédés tentaculaires, comme la biométrie, qui permettent d'obtenir des renseignements sur des millions de personnes afin d'intercepter une poignée d'individus. Dans le cadre de l'accouchement, l'application systématique d'un gel antibiotique aveuglant dans les yeux du nouveau-né pour éviter la transmission de la gonorrhée même si la mère est sainte et les parents, fidèles¹¹, est une illustration appropriée de ce fait.)

Dans l'événement de l'accouchement, l'obéissance à l'injonction d'avoir peur se manifeste clairement, ces dernières années, par la soumission inquiète de nombreuses mères à des tests prénatals de plus en plus

certaines femmes désirent accoucher ailleurs qu'en milieu hospitalier n'a pas, pendant longtemps, été jugé pertinent par le Collège des médecins, qui se considérait comme la seule instance capable de décider du lieu où les femmes allaient mettre leurs enfants au monde. Bien des femmes, de ce fait, ont été accusées d'obscurantisme ou d'inconscience pour leur seul désir de donner naissance à leurs enfants dans leur propre demeure, entourées de leurs proches.

¹⁰ J'emprunte le terme à Normand Baillargeon, qui le définit comme « l'équivalent pour les nombres de l'illettrisme » (2005 : 89).

¹¹ La fidélité présumée ne pèse évidemment pas lourd dans l'univers périnatal aseptique contemporain...

(In)sécurités

nombreux et complexes. Il n'est alors plus pertinent de savoir si les dangers réputés liés à l'accouchement sont réels. Il suffit qu'il soit socialement reconnu qu'ils le sont pour que les femmes n'aient d'autres choix que d'accepter de subir l'épreuve des ces tests. Or, les échographies à répétition, les triples tests et les amniocentèses ont des effets sur la tranquillité d'esprit des futures mères. Combien d'entre elles ont eu à gérer des angoisses prenantes en attendant les résultats de deuxièmes tests infirmant des diagnostics de *risque* de trisomie ou de spina bifida? De ces femmes, combien attendaient réellement un enfant malade?

2. Le cas de l'enfantement

La représentation sociale de la peur et du risque est donc intégrée par les femmes enceintes, par le biais de cette docilité des corps dont parle Foucault. Car le corps se situe à la rencontre de l'individuel et du collectif. Il est, écrit Foucault, le « révélateur par excellence de la complexité du social ». Il n'est donc pas étonnant que dans le processus de l'enfantement (si éminemment physique) se cristallisent plusieurs hantises sociétales.

Pourtant, ce qu'on nomme aujourd'hui « mortalité périnatale » et qui est craint comme une catastrophe ultime de l'existence humaine, pendant des dizaines de siècles, était endémique. Cela faisait partie des termes de l'existence. Ce n'est qu'au cours du siècle dernier que la possibilité que le malheur soit au rendez-vous au terme de la grossesse et de l'accouchement a pris, dans les représentations collectives, une importance qui n'a plus rien à voir avec la probabilité de la chose, d'autant plus que la mortalité périnatale a été immensément réduite au cours des dernières décennies jusqu'à ne plus survenir que dans 5,5 accouchement sur 1000 (Institut national de santé publique : 2008)¹².

Les femmes enceintes, c'est connu, sont la proie de peurs aussi multiples que plus ou moins irrationnelles. Peur de prendre du poids, d'avoir pris un verre avant de savoir qu'elles étaient enceintes, des fausses couches,

¹² Cette statistique est à contraster avec celle de 1914, alors que 240 naissances sur 1000 se sont soldées par la mort périnatale du bébé dans la ville de Québec. Voir Marcoux (2008).

(In)sécurités

de manquer de vitamines, d'accoucher trop tôt, trop tard, trop vite, peur de l'accouchement, de la douleur, d'être une mauvaise mère – la liste est évidemment loin d'être exhaustive. Ces peurs sont normales. De tout temps, et dans toutes les sociétés, les mères se sont fait plus ou moins de soucis pour leur enfant à naître.

Mais ce qui est inédit, et ce dont les femmes enceintes ont désormais le plus peur, c'est d'être montrées du doigt comme inaptes ou irresponsables - comme mauvaises mères - si tout ne se passe pas comme prévu lors de la grossesse et de l'accouchement. Les femmes enceintes et les mères ont peur de porter la responsabilité des accidents de la vie. Voilà pourquoi, de nos jours, elles se soumettent à des contraintes variées et nombreuses qui vont de la consommation d'acide folique *en préconception* jusqu'à la planification serrée de l'accouchement le plus sécuritaire possible. Quelle femme de plus de 35 ans, aujourd'hui, voudrait être responsable de mettre au monde un enfant trisomique? Comment assumer, face à la société, qu'on ait refusé de se soumettre à l'échographie alors que la grossesse après 35 ans est considérée comme un risque? Il n'est pas exagéré de se demander si les femmes craignent plus la trisomie, ou l'opprobre qu'elles encourent en acceptant le risque de trisomie.

Attardons-nous, maintenant, à l'alcoolisation fœtale. Il y a, au Canada, des groupes qui se battent, qui font de la *conscientisation* (nous reviendrons sur ce terme), pour que toutes les femmes enceintes cessent de boire ne serait-ce qu'une goutte d'alcool¹³. Ces groupes font de la

¹³ Certains groupes vont même jusqu'à demander que toutes les femmes en âge de procréer s'abstiennent de consommer de l'alcool. Voir Buzzetti (2008) et Cloutier (2008). Pourtant, selon le comité de santé des premières nations et des Inuits (2002), « l'incidence globale [du syndrome d'alcoolisation fœtale] s'élève à 0,97 naissance vivante sur 1000 (0,097 %) » au Canada. Le syndrome ne peut encore être scientifiquement lié à aucune habitude de vie de façon significative, mais si un lien avec la consommation d'alcool pouvait éventuellement être établi, il semble qu'il le serait avec la « consommation frénétique occasionnelle » de la mère, plutôt qu'avec la consommation ordinaire modérée. De plus, entre 86 et 98 % des cas sont recensés dans les réserves amérindiennes (Comité de santé des premières nations et des Inuits, 2002). Pourtant, les politiques de santé publique visent à faire cesser de boire une seule goutte d'alcool à toutes les mères canadiennes. Voir, par exemple, la campagne d'Éduc'alcool (2008).

(In)sécurités

pression sociale accrue sur les femmes enceintes la pierre angulaire de leur lutte contre l'alcoolisme fœtal. Certains députés fédéraux les appuient, et souhaitent instaurer un climat de plus grande pression sociale sur les femmes enceintes canadiennes afin qu'il devienne socialement inadmissible qu'elles consomment de l'alcool pendant leur grossesse. Laissons pour l'instant de côté le caractère totalitaire, patriarcal et antidémocratique de cette pression sociale accrue. Attardons-nous à son résultat éventuel : d'un côté, des femmes obéissantes et dociles qui maintiennent leur corps en dehors du risque ; de l'autre des femmes libres et capables de nuances, désormais ostracisées par une société qui va jusqu'à leur faire subir des pressions si elles ne se conforment pas.

En cherchant à éliminer un autre des innombrables risques liés à la transmission de la vie, les groupes qui font de la conscientisation cherchent à évacuer tout hasard, et, partant, toute humanité, de l'existence. Deux courants de pensée en sont venus à sous-tendre ce genre de luttes sociales : « Le premier est celui selon lequel le comportement le plus moral est celui qui expose au moindre risque. Le second est la perception selon laquelle un individu perd son droit et sa capacité de choix sitôt que le bien-être d'un inapte (ici : l'enfant à naître) est en jeu (Cloutier : 2007). » Je bifferais tout simplement, aujourd'hui, le complément circonstanciel que j'ai utilisé en 2007 : un individu, dans notre société, perd son droit et sa capacité de choix sitôt que son propre bien-être est en jeu.

Il n'en demeure pas moins que la stratégie utilisée par ce genre de groupe n'est pas anodine : terroriser les femmes en jouant sur leur sensibilité morale. On leur dit : prendre le moindre risque vous disqualifie comme mère. Vous n'êtes pas une personne *morale* si vous refusez de vous soumettre à une discipline stricte, surtout s'il s'agit de l'absolue sécurité de votre enfant. Si vous buvez une seule goutte d'alcool, vous inscrivez votre enfant dans *l'univers du risque*... La bonne mère est celle qu'on ne pourra jamais accuser, si jamais les hasards de la vie frappent son enfant, de ne pas s'être conformée à la gestion du risque avant tout.

Mais, pouvons-nous nous écrier, l'univers du risque, n'est-ce pas... la vie elle-même?

3. Peur, pouvoir et conscientisation

(In)sécurités

Oui!, répondent les experts. La vie est mortelle ! La vie est dangereuse et angoissante ! Mais nous sommes là, nous, les experts, pour calmer cette angoisse. Dans *La légitimation par la procédure* (1990), Luhmann explique comment, dans une société complexe, la simplification des enjeux est un levier de pouvoir :

Pour tous les être humains, le monde est excessivement complexe, plein de possibilités incommensurables et, en tant que tel, insaisissable. Pour conduire sa vie et s'orienter de manière signifiante, chaque individu se voit donc obligé d'accepter des opérations de sélection effectuées par d'autres, c'est-à-dire d'accepter le sens choisi par d'autres qui lui indique qu'il peut agir d'une certaine façon et pas autrement [...] (Luhmann, 1990 : 15-16).

Les experts sont ces autres qui opèrent des sélections en lieu et place des individus. Leur rôle est de faire « prendre conscience » des dangers qui guettent les individus. Les guillemets, ici, ne sont pas superflus. Car la réalité du danger est souvent difficile à démontrer. Voilà pourquoi les experts nomment « conscientiser » ce qui, dans les faits, est souvent l'action de « convaincre ». La nuance est importante parce que la *conscientisation* n'est pas qu'une charitable tentative d'extirper les individus du danger en leur révélant l'existence de ce danger. Non. Les experts tentent de *convaincre* du danger.

Les personnes concernées n'ont même plus la liberté de décider si elles veulent ou non leur demander conseil. Ce ne sont plus les personnes exposées qui recherchent les experts du risque, mais les experts eux-mêmes qui choisissent les personnes exposées. Ils peuvent entrer dans les foyers en même temps que les problèmes (Beck : 2001 [1996] : 96).

Il découle de cette entreprise de conviction que la conscientisation, plutôt que d'outiller les individus, les angoisse. Que faire devant tous ces dangers, sinon remettre son salut et son jugement entre les mains d'un expert? En ce sens, la conscientisation, ce concept apparemment inoffensif et même utile, entraîne la perte de capacité de jugement individuel.

4. Conclusion

Dans *Meaning as Basic Concept* (1990 : 26), Luhmann explique que la capacité de choix est cruciale en société complexe : « La complexité signifie la nécessité de choisir; contingence, la nécessité d'accepter le risque (trad.)¹⁴. » Le citoyen doit accepter le risque : « L'expérience prend la forme d'une sélectivité chargée de risque.(trad.)¹⁵ »

Est-il encore possible, dans notre société, de conserver une capacité de jugement détachée de la peur ambiante? De simples observations quotidiennes suffisent à en douter. On garde de plus en plus ses enfants par devers soi, de peur de ce qui peut leur arriver dans le vaste monde. On contrôle toujours plus ce qu'ils mangent et comment ils bougent. On les casque et on les sangle, ce qui hier était normal et raisonnable est aujourd'hui vu comme un manque de jugement. Alors que nos mères, elles, nous laissaient jouer au parc des journées entières, sans surveillance. Et que la criminalité, partout en occident, diminue d'année en année.

Il n'est pourtant pas possible d'évacuer tout hasard et, partant, toute *humanité* de l'existence. Parce que vivre, pour un être humain, c'est prendre des risques. Et inversement, se refuser le moindre plaisir, se laisser contrôler par une logique de peur et de calculs, c'est mourir à petit feu. On est peut-être plus en sécurité, mais on ne vit plus.

Annie Cloutier

Bibliographie

BAILLARGEON, Normand (2005), *Petit cours d'autodéfense intellectuelle*, Montréal, Lux Éditeur.

¹⁴ « Complexity means the necessity of choosing ; contingency, the necessity of accepting risks. » (Luhmann, 1990 : 26),

¹⁵ « Experience takes the form of risk-laden selectivity (trad.) ». (ibid)

Aspects Sociologiques

(In)sécurités

BECK, Ulrich (2001 [1986]), *La société du risque, Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Aubier.

BOUCHARD, Serge (2007), «Quatre vis », dans *L'inconvénient*, Montréal, novembre 2007.

BUZZETTI, Hélène (2007), « Ottawa invité à augmenter la pression sociale sur les femmes enceintes », dans *Le Devoir*, 18 avril 2007.

CLOUTIER, Annie (2007), « Alcoolisme fœtal : informer ou contrôler? », dans *Le Devoir*, 23 avril 2007, page éditoriale.

CLOUTIER, Annie (2009), « Un accompagnement pour toute la vie : proximité et accompagnement à la naissance », dans : Michèle CLÉMENT et Lucie GÉLINEAU (dir.), *Les proximités dans l'univers du soin et de l'accompagnement* (titre provisoire), à paraître aux Presses de l'Université du Québec dans la collection « Problèmes sociaux et interventions sociales ».

COLLECTIF D'ACCOMPAGNEMENT À LA NAISSANCE - LES ACCOMPAGNANTES ET CHAIRE D'ÉTUDE CLAIRE-BONENFANT (2004), *Mettre un enfant au monde : des femmes se racontent et souhaitent être entendues.pdf*

COMITÉ DE SANTÉ DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS (2002), « Le syndrome de l'alcoolisme fœtal », document disponible en ligne à <http://www.cps.ca/francais/enonces/II/ii02-01.htm> [consulté en novembre 2008].

DUCLOS, Denis (1994), *Le complexe du loup-garou, la fascination de la violence dans la culture américaine*, Paris, La découverte/Essais.

DURKHEIM, Émile (1969 [1898]), « La prohibition de l'inceste et ses origines », dans *Journal sociologique*, Paris, PUF, p. 37-101.

DURKHEIM, Émile (2007 [1893]), *De la division du travail social*, Paris, PUF.

Aspects Sociologiques

(In)sécurités

EDUC'ALCOOL (2008), « La grosseesse et l'alcool en question », document disponible en ligne à <http://www.educalcool.qc.ca/fr/publications/la-grossesse-et-alcool/index.html> [consulté en novembre 2008].

FOUCAULT, Michel, (1976), *Histoire de la sexualité, tome 1, La volonté de savoir*, Paris, Gallimard.

GIDDENS, Anthony et Christopher PIERSONS (1998), *Conversations with Anthony Giddens. Making Sense of Modernity*, Stanford (Californie), Stanford University Press.

HEIDERICH, Didier (2005), « La perception du risque dans la société de la peur », dans *Cahiers Espaces*, no 85, disponible à <http://www.didierheiderich.com/download/La%20societe%20du%20risque%20et%20de%20la%20peur%20-%20didier%20heiderich.pdf>.

INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE (2008), *Taux de mortalité périnatale, Québec, provinces canadiennes et Canada*, Tableau mis à jour le 28 janvier 2008 et disponible en ligne à <http://www.inspq.qc.ca/Santescopie/element.asp?NoEle=62>.

LUHMANN, Niklas (2001), *La légitimité par la procédure*, Paris, Cerf-Presses de l'Université Laval.

LUHMANN, Niklas (1990), *Essays on Self-Reference*, États-Unis, Columbia University Press.

MARCOUX, Richard (2008), *Enjeux démographiques au Québec : une relecture de cette fameuse revanche des berceaux*. Conférence donnée dans le cadre du cours Formation et développement du Québec contemporain, Département de sociologie, Université Laval, 30 septembre 2008.

RADIO-CANADA (2007), Épisode « La peur » de l'émission *Pensée libre* du 24 avril 2007 à la Première chaîne de la radio de Radio-Canada. [Résumé et extraits de l'épisode disponibles à <http://www.radio-canada.ca/radio/emissions/listedocument.asp?numero=1663&date=20070424>. [consulté le 03 novembre 2011].